

Le Risorgimento italien et les projets fédéralistes danubiens

CHAPITRE 1

Premiers projets fédéralistes danubiens

La doctrine fédéraliste roumaine n'a pas fait l'objet d'une étude spéciale de la part des historiens ou des juristes roumains. Elle présente pourtant un intérêt incontestable pour l'histoire diplomatique roumaine et pourrait fournir plus d'une suggestion à ceux qui croient à la reconstruction politique européenne sur des bases fédérales.

Nous nous proposons dans cette étude de passer en revue les divers projets fédéraux roumains portant sur la région danubienne en considérant en même temps les plus importants projets étrangers qui se réfèrent à la Roumanie.

Nous nous efforcerons de découvrir les mobiles secrets qui ont déterminé les doctrinaires, les hommes politiques et les simples agitateurs à proposer la formule fédérale à une époque où l'opinion européenne n'était pas encore mûre pour accepter une solution si hardie.

Un vrai courant fédéraliste pour l'Europe centrale ne paraîtra que pendant la révolution démocratique de 1848, fait aisément explicable si l'on considère le fédéralisme en tant que émanation de la conception démocratique de fraternité humaine, appliquée à l'organisation internationale.

L'on pourrait toutefois trouver les précurseurs de ce mouvement à une date antérieure à 1848 même et cela parmi les disciples de la

grande révolution française. Tel est le cas d'*Ignác Martinovich*, le chef des jacobins hongrois décapité en raison de ses idées politiques en 1795, à Vermezö. Martinovich militait pour une fédération républicaine du Danube, composée de la Transylvanie, du Banat, de l'Illyrie, de la Slavonie et de la Hongrie. Cette fédération devait être réalisée par une révolte déclenchée simultanément à Arad et à Timișoara. Martinovich se vantait d'avoir obtenu le consentement de Robespierre à son projet fédéral¹.

Dans un long rapport diplomatique qui ressemble plutôt à une monographie sur la Valachie et la Moldavie, le baron de Bois-le-Comte, relatait le projet de *Napoléon Ier* de réaliser une confédération du Danube comprenant la Moldavie, la Valachie, la Serbie et la Bulgarie. À cet effet, il désigne en 1803 le comte Reinhart comme ministre résidant à Jassy, trahissant ainsi l'importance qu'il accordait aux régions roumaines².

Dans un autre rapport datant de 1825 et dû probablement à *Mihail Sturdza*, le futur prince de la Moldavie parlait d'une intégration de la Moldavie et de la Valachie à la Russie. Tout en conservant leurs régimes propres, ces pays devaient devenir de simples anneaux d'une „association politique plus vaste”³.

On peut parler, sans aucune hésitation, cette fois-ci, en 1826, d'un projet roumain de fédération, conçu par le boyard moldave *Nicolae Roznovanu*; celui-ci présentait au baron Stroganoff, représentant de la Russie à Jassy, un mémoire dans lequel il attirait l'attention des Russes sur le fait qu'une politique d'annexion risquait de nuire à la sympathie que les Roumains nourrissaient à l'égard de leurs voisins de l'Est. Si la Russie intentionnait pousser ses frontières vers le Sud-Est, elle devrait alors réunir les peuples slaves de l'empire ottoman dans une „confédération du Danube” sous la protection

¹ Tătaru Augustin, *Colaborarea economică a țărilor din basinul dunărean* (La collaboration économique des pays du basin danubien), p. 24.

² E. Hurmuzaki, *Documente privitoare la istoria Românilor*, XVII, p. 380 (Documents relatifs à l'histoire des Roumains).

³ *Ibid.*, IV, Supplément 1, p. 65.

russe. Cette confédération aurait pu fournir à la Russie 200.000 soldats. Elle devait constituer en même temps un flanc puissant sur lequel les Russes auraient pu s'appuyer dans leur poussée vers l'Ouest. Roznovanu soulignait que par la réalisation d'une telle fédération s'étendant jusqu'à la frontière italienne, la Russie aurait pu menacer directement l'Autriche, et même la France, si celle-ci s'opposait à ses projets orientaux. Roznovanu ajoutait enfin que son projet était connu à Moscou et avait été approuvé par des personnalités telles que le comte Vorontzov et les généraux Dibitch et Gortschakov⁴.

Tout en montrant aux Russes les bénéfices d'une fédération danubienne, ce projet poursuivait un but national: la réalisation de l'unité des Roumains dans les frontières de l'ancienne Dacie.

En 1843, le grand historien italien *Cesare Balbo*, dans son livre, „Le Speranze d'Italia” faisait, lui aussi, une discrète allusion à une éventuelle fédération des peuples danubiens. Il répétait l'erreur de V. Gioberti et de tant d'autres, consistant à prendre les Roumains, qui devaient eux aussi collaborer à cette fédération, pour des Slaves. Cesare Balbo qui constatait l'existence d'une monarchie autrichienne, niait cependant l'existence d'une nation autrichienne. Il proposait, par conséquent, aux différentes nationalités de l'empire autrichien et ottoman de se fédérer autour du Danube, objectif central de leurs intérêts⁵.

L'anglais David Urquhart après un voyage en Europe orientale, exposait dans son livre „The spirit of the East illustrated in a journal of travels trough Roumelia during an eventfull period” (Londres 1838) un projet de fédération danubienne constituée par les Serbes et les Bulgares⁶.

En commentant le projet d'Urquhart destiné à réunir aussi les Roumains de Bessarabie (alors sous la domination russe) avec ceux

⁴ *Ibid.*, XVII, p. 401.

⁵ Alexandru Marcu, *Romanticii italieni și Români* (Les romantiques italiens et les Roumains), p. 56.

⁶ N. Iorga, *Istoria Românilor* (Histoire des Roumains), IX, p. 23.

de Transylvanie (sous domination autrichienne) et ceux de la Moldavie et de la Valachie (sous suzeraineté turque) dans une seule république fédérative roumaine, A. *De Gerando* qui ne voyait pas la Russie, la Turquie et l'Autriche cédant volontairement ces provinces roumaines doutait de la réalisation de ce projet. Devant l'alternative de choisir entre plusieurs influences étrangères, l'auteur cité conseillait aux Roumains de préférer l'influence autrichienne comme celle de l'état le plus civilisé de l'Europe centrale. De *Gérando* ajoutait qu'ainsi les Roumains pouvaient trouver en même temps leur unité nationale dans le cadre de la monarchie des Habsbourg. Il pensait que la France accepterait l'expansion autrichienne vers la Mer Noire en guise de compensation pour les pertes territoriales qu'elle devait subir du côté italien ⁷.

Il faut noter d'autre part un projet de fédération danubienne accordant, cette fois-ci, la primauté à l'Allemagne. C'est le théoricien du protectionnisme économique, *Friedrich List* qui en est l'auteur. Dans son livre „Das nationale System der Politischen Oekonomie” il proposait à l'Allemagne, à la Hollande, à la Belgique, et à la Suisse de concilier les intérêts politiques qui les opposaient et de se réunir dans une seule unité commerciale et politique.

D'après List, son „alliance continentale” était le seul organisme politique capable de concourir avec la Grande Bretagne dans le domaine maritime et commercial et d'imposer finalement une paix durable en Europe. List, préconisait en même temps un rapprochement entre les états allemands du Zollverein et l'empire autrichien. C'est par l'Autriche que l'Allemagne devait contrôler les routes maritimes de la Méditerranée, de la Mer Rouge et du Golfe perse. Cette Allemagne qui avait des visées asiatiques devait consolider sa position en Orient en établissant des colons allemands en Valachie, en Moldavie et en Serbie ⁸.

Enfin, tout autre était le mobile qui incitait le baron autrichien, *Viktor von Andrian-Werburg* à proposer dans son livre: „Oesterreich

⁷ A. de *Gérando*, *La Transylvanie et ses habitants*, I, p. 240.

⁸ *Friedrich List*, *Système national d'économie politique*, p. 528 et suiv.

und dessen Zukunft” une réorganisation fédérale de l’Autriche. L’auteur critiquait la bureaucratie centralisatrice et la politique autrichienne d’oppression des nationalités. Il proposait à la place de l’empire autrichien, une fédération danubienne, basée sur la décentralisation administrative et le respect des différences nationales et provinciales. Son livre, imprimé en 1839 à Hambourg, fut interdit en Autriche. Mais trois éditions successives marquèrent l’intérêt qu’il avait suscité et consacrèrent son auteur comme précurseur du fédéralisme autrichien.

Parmi d’autres, ces projets montrent que les arguments en faveur du fédéralisme danubien n’étaient pas toujours les mêmes chez les protagonistes de ce courant. Ils renferment l’embryon de tous les arguments fédéraux qui par la suite furent repris par les fédéralistes modernes.

Sous le masque fédéral tel que List et ses futurs disciples le présentaient, *l’Allemagne* poursuivait l’apaisement de sa soif d’expansion territoriale.

Pour *l’Autriche*, le fédéralisme pouvait devenir une solution administrative d’ordre interne, destinée à éviter à cet empire hétérogène un inévitable effacement.

Pour les *Roumains* et les autres nationalités vivant sous la domination autrichienne (Turques, Slovaques, Croates, Serbes, Polonais, Italiens) le fédéralisme signifiait par l’octroi d’une autonomie locale, la fin de l’oppression étrangère. Ces mêmes nationalités rêvaient souvent à réaliser leur unité nationale dans une fédération qui devait réunir tous les peuples danubiens.

Enfin, les puissances géographiquement plus éloignées, comme la France, ont conçu le fédéralisme comme une barrière puissante qu’on pouvait opposer aux impérialismes de l’époque, russe pour Napoléon Ier, allemand pour Tardieu.

CHAPITRE II

Projets fédéraux des révolutionnaires roumains de Transylvanie

La révolution de 1848 est l'une des plus importantes révolutions sociales et nationales que l'on puisse enregistrer dans l'histoire des peuples européens. Déclenchée le 20.II.1848 à Paris, elle atteignait le 15.III les bords du Danube viennois pour s'étendre à l'empire autrichien. Elle devait d'ailleurs perdre son caractère social pour revêtir un caractère national.

Lajos Kossuth, le chef de l'opposition libérale magyare, sut profiter de la conjoncture pour imposer à la diète de Bratislava (Presbourg) l'adoption des lois reconnaissant l'existence d'un état hongrois indépendant et unitaire. Mais, pendant qu'il obtenait ainsi l'indépendance nationale des Hongrois, il refusait aux Croates et aux Roumains leur droit à l'autodétermination nationale. Une diète devait se réunir le 29.V.1848, à Cluj, en Transylvanie et tout était arrangé d'avance pour que cette province, habitée en majorité par une population roumaine, soit rattachée à la Hongrie.

À la propagande unioniste des Hongrois qui arboraient la devise „l'union ou la mort”, les Roumains répondirent par la voix de leur chef *Simion Bărnuț*. Un manifeste qu'il adressait aux Roumains le 25.III.1848 exigeait avant tout la reconnaissance de la nation roumaine comme libre et égale aux autres nations de l'empire, conformément aux principes démocratiques énoncés par la révolution de '48. Ce n'est qu'après avoir acquis leurs droits naturels que les Roumains pouvaient entamer les discussions de la proposition d'union avec la Hongrie.

En vérité, depuis plusieurs siècles, la nation roumaine de Transylvanie subissait les rigueurs d'un régime politique préférentiel. D'après l'acte de 1437, connu sous les nom de „unio trium nationum”, seulement les nations favorisées des Hongrois, Saxons et Szeklers, jouissaient des droits politiques. Cette exclusion des Roumains de la vie publique du pays avait été consacrée et perpétuée

par la législation de 1655-1669. „Approbatæ et compilatæ constitutiones Transylvaniae”.

Bărnuț précisait qu’une entente avec la Hongrie ne pourrait être réalisée en dehors du principe de l’égalité nationale des deux peuples. Il demandait en même temps aux Hongrois de renoncer à leur politique de magyarisation forcée qu’ils menaient depuis 1830.

La 3/15 Mai 1848, devant plus de 40.000 Roumains, réunis dans la plaine de la ville de Blaj, Simion Bărnut adressait à l’assemblée des paysans et des intellectuels roumains le plus célèbre discours de l’histoire oratoire roumaine. Il demandait pour les Roumains le droit de s’organiser politiquement comme toutes les autres nations libres. Il s’élevait contre l’union pure et simple de la Transylvanie à la Hongrie, telle que Kossuth la préparait et proposait en échange une fédération roumano-magyare restreinte à la défense commune des deux états:

„C’est seulement après la constitution et l’organisation de la nation roumaine sur la base de la liberté égale pour tous les peuples, qu’on pourra réaliser une fédération avec les Hongrois, ainsi que procède une nation libre avec une autre nation libre. Sans la condition de la liberté égale, les Roumains ne peuvent pas envisager aucun genre d’union avec les Hongrois. Les Roumains peuvent s’unir à d’autres nations qui reconnaissent la liberté des peuples et la respectent en fait. Tout appel à l’union sans le respect de la liberté nationale est un appel à la servitude. À un pareil appel, toute nation libre répondra avec dédain, elle protestera solennellement et se défendra. Il est naturel que les Roumains réagissent de la même façon”⁹.

L’assemblée nationale de Blaj, devant laquelle Bărnut faisait son discours, précisait, en 16 points, les revendications des Roumains pour une vie nationale autonome. Un comité de 12 membres devait diriger dorénavant la vie publique de la nation roumaine. Une assemblée nationale devait se réunir chaque année pour élaborer le programme d’action de ce comité directeur, organe exécutif de

⁹ Simion Bărnuț, *Discursul ținut în catedrala din Blaj*, (Le discours tenu dans la cathédrale de Blaj).

l'assemblée du peuple roumain. Les Roumains demandaient une représentation proportionnelle à leur nombre dans la diète, l'administration et la justice impériale. La langue roumaine devait être employée en toute liberté dans l'administration locale. Les lois devaient être rédigées également dans la langue nationale des Roumains. L'enseignement et l'église des régions habitées par les Roumains devaient être autonomes. On demandait enfin la création d'une garde nationale roumaine. L'assemblée de Blaj proposait encore l'ajournement de l'union de la Transylvanie avec la Hongrie jusqu'au jour où les Roumains organisés dans un corps politique et national propre, puissent discuter avec les Hongrois.

Les 16 points formulés à Blaj devaient constituer les revendications minimales des Roumains de l'empire autrichien pendant soixante-dix ans de luttes nationales jusqu'à la réalisation de l'unité de tous les Roumains de 1919. Georges Clémenceau devait se souvenir à l'occasion du procès du Mémorandum (en 1892) dans un article paru dans son journal „La Justice” sous le titre „La lutte des races” que les Roumains avaient demandé en 1848 à Blaj, une administration nationale autonome du point de vue politique et ecclésiastique en concluant „pour une constitution basée sur le principe fédératif”¹⁰.

Dans son discours, Bărnut faisait allusion à une fédération des Roumains accessible aussi à d'autres nations. Il posait une seule condition à la réalisation de toute fédération: le respect des principes de liberté et d'égalité des peuples. Mais il n'indiquait pas les partenaires éventuels d'une telle fédération.

C'est à la même époque que le métropolite serbe du Banat Rajačić adressait au Roumains une proclamation qui leur proposait une fédération serbo-roumaine:

„L'heure de la liberté, de l'égalité et de la fraternité a sonné” disait le métropolite. Les Roumains doivent suivre l'exemple des

¹⁰ Georges Moroianu, *Luptele de emancipare ale Românilor din Ardeal în lumina europeană* (Les luttes d'émancipation des Roumains de Transylvanie en perspective européenne), p. 1431.

Table de matière

Note sur l'édition par Matei Cazacu	5
Préface par Franco Nobili	9
Georges Ciorănescu – Chronologie	15
Le Risorgimento italien et les projets fédéralistes danubiens	23
Premiers projets fédéralistes danubiens	23
Projets fédéraux des révolutionnaires roumains de Transylvanie	28
Projets fédéraux des révolutionnaires valaques	34
Négociations fédérales roumano-magyares	45
Projets fédéraux des exilés valaques	51
Négociations fédérales des agents secrets	67
Projets pour une réorganisation fédérale de l'empire autrichien	76
La petite entente, ébauché d'une fédération danubienne ...	99
Le plan Tardieu	106
Les derniers projets fédéraux danubiens	112
Autour de quelques projets fédéralistes oubliés, concernant le Bas-Danube	131
L'activité fédéraliste des exilés roumains	161
Bibliographie	123
Autour d'une fiction politique „La fédération du Danube“	185
Études fédéralistes européennes	191
Le pari avec l'Europe. Témoignage et itinéraire européen	211
La protection sociale de la jeunesse européenne	211
Situation critique du catholicisme roumain	237

Les chrétiens derrière le rideau de fer	240
Les jeunesses de l'Europe centrale et orientale sous l'oppression communiste	277
Nos vraies équipes	301
Présentation du rapport de la IV-e Commission	304
Présentation de la résolution de la IV-e Commission	305
L'Est et Ouest: devoirs corrélatifs	308
Les jeunes et l'impératif européen	311
L'Europe unie triomphera certainement	315
Le deuxième Congrès du Mouvement Européen	317
Chers amis de Roumanie	320
De la culture occidentale	322
Le mouvement fédéraliste et la construction	324
de l'Europe unie	324
Les échanges commerciaux Est-Ouest	326
Les intellectuels exilés	329
Nous sommes nés sous l'égide de l'Europe Unie	330
En marge de l'échec de la Communauté Européenne de Défense	332
Quelle Europe ?	335
Derniers prisonniers	337
Intervention au congrès d'Arezzo des Nouvelles Équipes Internationales	345
La démocratie chrétienne et le Tiers-Monde	349
Robert Schuman	352
Correspondance	357
Témoignages. Commentaires	373
 George Ciorănescu. Une vie pour l'Europe Postface par Ștefan Delureanu	 381